

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'OIM

OIM
17, route des Morillons
CH - 1211 GENEVE 19
SUISSE
Tel : +41.22.717 91 11
Fax : +41.22.798 61 50
Internet : <http://www.iom.int>



IOM International Organization for Migration

**L'ACCES DES MIGRANTS A LA SANTE DOIT ETRE
GARANTI SI L'ON VEUT REMEDIER AUX INEGALITES EN
MATIERE DE SANTE, DECLARE L'OIM
A L'OCCASION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE
DES MIGRANTS 2011**

Genève, le 18 décembre 2011 – Les difficultés d'accès aux services de santé auxquelles se heurtent les migrants dans la plupart des pays constituent un enjeu de santé publique préoccupant auquel il importe de faire face sans délai, à l'heure où le monde dépend de plus en plus de la mobilité humaine, déclare l'OIM à l'occasion de la Journée internationale des migrants.

Dans un monde qui compte plus d'un milliard de migrants, dont 214 millions de migrants internationaux, il n'est pas un pays qui ne dépende du travail, des compétences et des connaissances des migrants ou de leurs rapatriements de fonds, estimés à 404 milliards de dollars E.-U. en 2011.

Pourtant, la migration est aujourd'hui l'un des principaux enjeux de santé à l'échelle mondiale. Les migrants comptent parmi les groupes qui ont le plus de mal à accéder aux soins de santé. Les principaux obstacles auxquels ils se heurtent sont divers : différences linguistiques ou culturelles, inexistence de services de santé ou de régimes d'assurance maladie abordables, obstacles administratifs, situation juridique, heures de travail extrêmement longues, et travail en dehors des heures normales.

Les plus vulnérables sont les migrants dépourvus de documents, souvent exposés à la violence, à l'exploitation, à de mauvaises conditions de vie et à des conditions de travail dangereuses en raison de leur situation irrégulière. Par crainte d'être expulsés, les migrants irréguliers ne demandent pas d'aide sanitaire, sauf en cas d'urgence ou quand il est trop tard.

« Les Etats sont d'accord pour s'attaquer aux inégalités en matière de santé parmi les communautés vulnérables sur leur territoire. Cet accord doit s'étendre aux migrants qui, malheureusement, demeurent l'un des groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés de la société actuelle, et dont les programmes de santé mondiaux continuent largement à se désintéresser », déclare le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing.

Aujourd'hui, très peu de pays dans le monde offrent un accès universel aux soins de santé qui s'étend aux migrants irréguliers. Parmi eux, il convient de citer l'Argentine, le Brésil, l'Espagne, la France et le Portugal.

Malgré les récentes crises sanitaires – syndrome respiratoire aigu sévère (SARS), grippe aviaire – et la résurgence de maladies comme la tuberculose qui ont mis en relief la nécessité et l'urgence d'intégrer les migrants dans les systèmes de soins de santé, les progrès réalisés à cet égard dans le monde sont désespérément lents.

Le débat sur la santé des migrants a néanmoins enregistré quelques avancées, parmi lesquelles la résolution 61.17 adoptée par l'Assemblée mondiale de la Santé en 2008, qui engage les membres de l'OMS à promouvoir la santé des migrants, ou encore la résolution du Parlement européen sur la réduction des inégalités de santé dans l'Union européenne, en mars 2011, ainsi que la Déclaration de Dhaka adoptée en avril dernier par les pays d'origine de migrants en Asie, qui préconise la mise en place de politiques de santé ouvertes à leurs ressortissants dans les pays de destination.

« Sans vouloir nier l'importance de ces mesures, il est indispensable que les déclarations et les résolutions soient traduites en actes concrets et tangibles. Et que s'allonge la liste des pays qui offrent un égal accès universel aux soins de santé. Cela relève du bon sens humain, économique et social », ajoute William Lacy Swing.

Selon l'OIM, limiter l'accès des migrants irréguliers uniquement aux soins d'urgence ne procède pas de principes de politique de santé viables. Une telle restriction a des effets préjudiciables sur la santé des individus et augmente les risques de santé publique, notamment en cas de maladies infectieuses. *In fine*, elle est également plus coûteuse qu'un libre accès des migrants aux soins de santé préventive et primaire.

Bien que la migration soit une question politiquement et socialement sensible, la plupart des gouvernements reconnaissent que les migrants sont une nécessité économique dont les pays ne peuvent se passer. Cependant, l'OIM rappelle que les migrants sont avant tout des êtres humains, qui ne doivent pas être considérés comme des marchandises ayant une valeur économique et qu'il est facile de remplacer.

« Il n'est plus besoin de prouver la contribution positive des migrants au développement de la société et de l'économie. Les exclure des services et des politiques de santé revient non seulement à nier leur droit fondamental à la santé, mais aussi à céder aux peurs de l'opinion et à l'idée selon laquelle ils sont une charge pour les services sociaux », estime le Directeur général William Lacy Swing. « Il est temps que les pays fassent preuve de courage et d'initiative, et qu'ils se tiennent à un principe auquel ils souscrivent – le droit à la santé pour tous ».

FIN